

Un pouvoir implacable et doux :

La technologie, une bénédiction qui menace nos sociétés démocratiques

Elle facilite nos vies, elle facilite le travail, elle nous connecte plus que jamais : la technologie a bien des atouts, c'est indéniable. Et pourtant, certains tirent la sonnette d'alarme depuis plusieurs années : affaire Cambridge Analytica, instauration du GDPR en Europe, et autres procès à l'encontre des GAFA, ces géants du web qui manient nos données personnelles, parfois récoltées à notre insu. La révolution technologique aurait-elle un revers bien moins reluisant ? C'est ce que démontre Philippe Delmas, ex-président d'Airbus Industrie, auteur de plusieurs ouvrages dont *"Un pouvoir implacable et doux : la Tech ou l'efficacité pour seule valeur"*. Invité à Luxembourg le 24 septembre dernier par le cabinet de conseil en management BSPK, Philippe Delmas a présenté sa thèse : le monde 2.0 constitue une réelle menace pour nos sociétés démocratiques.

Les *Rencontres Stratégiques du Manager**, un cycle de conférences à destination des CEO et des managers organisé par BSPK, sont pour le moins disruptives. Après avoir accueilli Philippe Dessertine, docteur en économie et directeur de l'Institut (français) de Haute Finance, qui faisait la démonstration de notre société au bord d'une rupture inévitable et nécessitant un profond changement à tous niveaux (*lire article en page 8*), c'était au tour de Philippe Delmas de venir bousculer les esprits. Docteur en économie et en mathéma-



Philippe DELMAS, ex-président d'Airbus Industrie © BSPK

tiques, ce dernier, après avoir travaillé au Fonds Monétaire International (FMI), à la Cour des Comptes, et chez le fabricant européen de satellites Astrium, intègre le groupe Airbus Industrie en 1998. Depuis 2007, il dirige le cabinet de conseil en stratégie industrielle *PhD Associates*.

Une révolution à double tranchant

Depuis la fin des années 90, les avancées technologiques ne se comptent plus. Avec la popularisation d'Internet, le rêve californien prend de l'ampleur : la technologie va permettre l'accès à la connaissance universelle en un claquement de doigts, et l'humanité va gagner en sagesse. Des révolutions politiques marquantes ont lieu au début des années 2000, portées par ces nouvelles technologies que les gouverne-

ments ne peuvent faire taire, citons notamment le Printemps du monde arabe, ou encore l'élection de Barack Obama. Vive ce **nouvel espace de liberté** affranchi d'aspects mercantiles et réactionnaires qu'est La Toile.

Mais au-delà de son côté doux, plaisant, sympathique, pratique, et vecteur d'une sensation de sécurité, la technologie a un côté plus sombre : elle nous asservit. Pas seulement dans une course frénétique à la dopamine sur des réseaux sociaux comblant un besoin de vanité, mais également lorsque l'on constate le "prix" de l'utilisation des divers services en ligne : **les données personnelles**. Et si Facebook va aujourd'hui jusqu'à utiliser l'intelligence artificielle pour reconnaître automatiquement les personnes présentes sur un cliché publié par un utilisateur, les procédures à l'encontre

de ce genre de pratiques s'intensifient, et la justice commence à réagir.

La logique des vainqueurs

L'un des changements les plus marquants de ces vingt dernières années est que la logique des vainqueurs imposée par la Tech -les leaders prennent tout- se généralise. Elle s'étend à toutes les entreprises. Et pas seulement : elle touche aussi les personnes, les villes et les pays. Le monde entier s'organise dans une économie qui sépare complètement les vainqueurs des autres. C'est l'autre visage de la Tech.

Ce modèle qui se répand et se généralise, entraîne le risque d'un **déliement du tissu social**, même dans les économies les plus performantes. Cette logique creuse les inégalités salariales et fait plafonner le pouvoir d'achat : les deux tiers des ménages dans 25 pays les plus avancés ont en effet vu leur pouvoir d'achat baisser ou stagner depuis 2005, alors qu'il avait grimpé de 2% lors de la décennie précédente. *"Les écarts se creusent sous nos latitudes, mais encore plus dans les pays en voie de développement"*, regrette Delmas.

Les classes moyennes, grandes perdantes

Les écarts se creusent, et la Tech ne crée pas assez de richesses pour que tout le monde en profite. Elle érode donc le pacte économique de nos démocraties, selon lequel la création de richesses doit être partagée. Elle est responsable d'une augmentation du taux de chômage, en remplaçant les humains dans des postes occupés à 80% par des gens de la classe moyenne. Cette perte d'emploi a des conséquences graves, et le **coût hu-**

main est élevé : le taux de mortalité des hommes adultes blancs est en hausse aux Etats-Unis depuis quinze ans, et l'avenir des jeunes est de plus en plus fragile, avec un taux de pauvreté pour les 18-25 ans cinq fois plus important que chez les plus de 65 ans.

Absence de vision politique

Mais la technologie est-elle gouvernable ? La révolution numérique, du fait de ses capacités, nécessite un nouveau fonctionnement politique. Mais nos institutions sont inadaptées, et se contentent d'être réactionnaires aux différentes manifestations : les taximen vs. Uber, les hôtels vs. AirBnb. Aujourd'hui, le questionnement sur la manière de taxer les Géants du Web... Et si au siècle passé, la révolution industrielle a permis le progrès d'une répartition des richesses (malgré les difficultés qui l'ont accompagnée), nous n'observons pas la même chose avec cette quatrième révolution, technologique. Les vainqueurs gardent tout et conservent leurs rôles de leaders.

"Notre plus grand risque est que, de plus en plus, la donnée prévale sur le jugement", craint Philippe Delmas. *"Pour le préenir, nous devons développer de véritables humanités numériques, inventer une nouvelle manière d'être ensemble, et ramener la Tech à ce qu'elle est, c'est-à-dire un outil"*. Au-delà de ces vœux philosophiques, il faudra par exemple repenser les droits de propriété intellectuelle, en redistribuer les bénéfices, et imaginer de nouvelles règles préservant la propriété des données individuelles. Anti-démocratique, la Tech ? Certainement. Mais avec un peu de jugement et de bon sens, une gouvernance plus éclairée est envisageable.

* Inscrivez-vous sur www.bspk.lu.